



Paroles d'experts

En complément à l'entretien du mois consacré à Henri Guaino qui est en charge, à l'Élysée, le palais présidentiel français, du projet qui retient notre attention, Le Soir d'Algérie a recueilli le témoignage de Benita Ferero Waldner, la commissaire européenne aux relations extérieures qui expose de manière très orthodoxe le point de vue de la Commission européenne et celui de Michel Vauzelle, fortement impliqué en sa qualité de président d'une région française à vocation méditerranéenne, la région PACA qui semble sceptique sur la démarche actuelle, même s'il partage l'esprit novateur et ambitieux, qui était la sienne au départ. Ce sera la première partie du dossier que nous avons préparé. Le Soir d'Algérie a recueilli, également, l'avis d'éminents experts tant européens qu'arabes à propos de cette problématique, désormais récurrente, de la construction d'un espace euro-méditerranéen distinctif. Ce sera la deuxième partie du dossier. Voulant aller plus loin dans l'examen de ce projet, Le Soir d'Algérie s'est interrogé sur les liens pouvant exister avec les politiques des USA et de l'OTAN dans la région méditerranéenne. Il a sollicité, à cette fin, l'avis du département d'Etat américain et celui d'un expert réputé des questions stratégiques. Ce sera la troisième partie du dossier. Dans l'édition de demain, notre collaborateur Mohamed Chafik Mesbah, dans une contribution assez caustique, recense les espoirs que peut soulever ce projet puis identifie les attentes des opinions publiques de la rive sud de la Méditerranée non sans mettre en exergue leur scepticisme apparent. Naturellement, Le Soir d'Algérie, qui présente ce large panorama de points de vue ne prétend pas épuiser un thème à peine prospecté. C'est après le sommet de Paris qu'il sera possible de vérifier si cette matrice méditerranéenne constitue bien, désormais, une dimension essentielle de la politique extérieure de la France et de l'Europe, ou bien qu'elle aura juste fourni le prétexte d'un feu d'artifice un peu plus varié pour le 14 juillet de cette année.

Dossier réalisé par
Mohamed-Chafik Mesbah

Le Soir d'Algérie : Pour la Région PACA que vous présidez, l'espace méditerranéen comme pont entre les deux rives de la mer, c'est une réalité palpable ?

Michel Vauzelle : La Méditerranée nous unit, nous rapproche. Nous ne sommes pas, comme on dit à Bruxelles, dans une situation de «voisinage » par rapport aux pays du sud de la Méditerranée, mais nous cohabitons au sein du même espace. Une partie de la Région que je préside est composée de Français originaires d'Algérie, du Maroc et de Tunisie, mais aussi d'Italie, d'Espagne, de Grèce, ou d'Algériens, Marocains et Tunisiens qui travaillent en Provence-Alpes-Côte d'Azur et y vivent en situation régulière. De nombreuses familles ont des attaches de part et d'autre de la Méditerranée. Nous partageons une communauté de destin.

En même temps, nous voyons que l'écart tend à s'approfondir entre les deux rives. Un tel écart peut provoquer des tensions qu'il nous faut d'autant plus réduire que nous avons tant en commun.

Vous appartenez à l'opposition socialiste et vous occupez une place significative dans l'échiquier politique français. Considérez-vous qu'il existe un consensus interne autour du projet lancé par le président Sarkozy ?

Je me suis toujours défié de la politique politicienne et elle a encore moins de mise dans le domaine international. Je demande depuis des années que la France et l'Union européenne aient une grande politique méditerranéenne. Je déplore, depuis des années, que l'Europe délaisse la Méditerranée. Certes, on ne peut pas dire que rien n'est fait, mais la Méditerranée mérite plus parce qu'elle est essentielle à l'avenir de l'Europe. La Méditerranée demande surtout à être considérée autrement, avec plus de respect, plus de dialogue.

Alors, vais-je critiquer l'initiative du président de la République parce qu'il est de droite et que je suis socialiste, dès lors qu'il vise à remettre la Méditerranée au centre de la politique de la France et de l'Europe ? Je m'en réjouis. Cela ne veut pas dire que je suis d'accord sur tous les aspects de cette initiative dont le contenu, longtemps indécis, a d'ailleurs varié avec le temps et a été revu et corrigé par la Commission européenne. J'ai moi-même, pour le compte de



Photo : DR

la CRPM (Conférence des régions périphériques maritimes) élaboré un rapport pour une nouvelle gouvernance en Méditerranée qui contient un certain nombre de propositions et que j'ai remis au président de la République comme au président de la Commission européenne.

Mon point de vue est que le partenariat euro-méditerranéen doit être refondé et que l'initiative française pouvait en être l'occasion. C'est pour cela que, dans ma région, dans les milieux socioéconomiques notamment, et plus largement en France, il y a eu un intérêt pour l'Union pour la Méditerranée, non pas tant pour un contenu qui restait flou, que pour la volonté de reconnaître la Méditerranée comme un espace unique. Cela dit, je regrette le manque de concertation avec les autres pays européens et les pays du sud de la Méditerranée. Ils auraient dû être consultés avant que l'idée ne soit lancée, de manière à ce qu'elle soit portée par tous.

Est-il juste d'énoncer, désormais, que le projet dit «Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée» est un projet moins français qu'européen ?

Dès le départ, la proposition française impliquait les pays du sud de l'Europe. Ces pays sont membres de l'Union européenne. Pouvaient-ils s'engager indépendamment de l'Union européenne ? La question ne pouvait être discutée qu'au niveau européen. En outre, la Méditerranée doit être une préoccupation de tous les pays européens, pas seulement des pays européens riverains de la Méditerranée, même si ceux-ci, naturellement, sont plus concernés. Il faut faire attention à ne pas diviser l'Europe.

MICHEL VAUZELLE

«Nous avons besoin

vous définiriez quels axes majeurs pour une coopération spécifique à l'espace méditerranéen ?

L'expérience de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est surtout celle de la coopération décentralisée bilatérale. Nous avons des accords de coopération avec des territoires de pays de tout le pourtour méditerranéen.

Aujourd'hui, il est impératif de répondre aux urgences économiques, sociales, environnementales, culturelles et politiques de la Méditerranée. La première question est celle de l'emploi (tout particulièrement pour la jeunesse du sud de la Méditerranée) et du développement durable. A cet égard, nous avons besoin d'un plan pour la Méditerranée, d'une politique du type de celle des fonds structurels européens. Il est nécessaire de promouvoir une politique territoriale du développement, basée sur les capacités endogènes des territoires, fédérant les acteurs socioéconomiques, les entreprises, la recherche, la formation. Pour y parvenir, il est nécessaire de coordonner la coopération en Méditerranée et de favoriser une coopération à plusieurs niveaux permettant d'associer les autorités régionales et locales, les Etats, l'Union européenne, les agences internationales et les bailleurs de fonds internationaux, dans le cadre d'une nouvelle gouvernance.

Selon vous, quelles seraient les améliorations que ce projet d'Union pour la Méditerranée pourrait apporter à la politique suivie par l'Union européenne dans les domaines de la circulation des personnes et de l'échange du savoir et des connaissances ?

Le projet d'Union pour la Méditerranée, tel qu'il est présenté dans la communication de l'Union européenne, définit quatre secteurs : les autoroutes de la mer, la dépollution de la mer, l'énergie solaire, la protection civile. Ce sont des chantiers très importants. Je regrette cependant que cette logique de projets ne s'inscrive dans une vision stratégique reposant sur une réelle volonté de convergence territoriale et sociale. Quant à la question de la circulation des personnes, elle doit être revue en fonction des objectifs d'échanges économiques et commerciaux, de formation, d'éducation, de recherche. La politique de l'immigration doit être appréhendée sur la base de l'intérêt économique mutuel et dans le respect de la dignité, de la sécurité des personnes et de leurs droits.

En vous basant sur l'expérience de la Région PACA,

(ANCIEN MINISTRE FRANÇAIS)* : d'un rééquilibrage»

Une Europe forteresse conduirait au déclin de l'Europe tout en la coupant de ses valeurs. Il n'existe pas de murs suffisamment hauts pour empêcher les migrations. L'histoire nous l'enseigne, du mur d'Hadrien au mur en construction entre le Mexique et les Etats-Unis. Nous avons trop de murs dans le monde ! L'Europe a besoin de la Méditerranée comme la Méditerranée a besoin de l'Europe.

Vous ne voyez pas de chevauchement entre ce projet et le processus de Barcelone, à moins qu'il n'en soit un pur prolongement ?

Les négociations entre Etats membres et avec la Commission européenne assimilent Union pour la Méditerranée et Processus de Barcelone. Ce qu'apporte l'Union pour la Méditerranée est une double présidence, nord et sud, avec un comité mixte nord-sud. C'est une avancée. Sera-t-elle suffisante pour relancer le Processus de Barcelone ? Cela dépendra notamment de qui exercera cette première présidence pour le nord et pour le sud.

Revenons aux aspects concrets du projet. Si l'Union européenne continue de rechigner à délier les cordons de la bourse, comment financer les projets envisagés par l'Union pour la Méditerranée ? Financer les projets par les pays de la rive sud eux-mêmes ?

Vous mettez le doigt sur un point essentiel. Aucun financement nouveau, aucun financement supplémentaire n'est prévu d'ici à 2013, puisque, comme vous le savez, le budget européen pour la période 2007-2013 a déjà été arrêté, même si des ajustements interviennent à mi-parcours.

Cependant, certains de ces projets comme la dépollution de la Méditerranée sont déjà financés, parce que ce n'est pas un projet nouveau, mais l'on sait bien que les financements actuellement prévus sont insuffisants.

La commissaire européenne pour les relations extérieures, M. Benita Ferrero-Waldner, que j'ai rencontrée il y a quelques jours, parle de rechercher des financements privés et des institutions internationales comme la Banque mondiale.

L'Union pour la Méditerranée devrait, selon vous, contourner ou aborder de front les obstacles majeurs qui ont déjà entravé le Processus de Barcelone, en particulier le conflit du Proche-Orient ?

L'Europe a beaucoup de mal à avoir une position commune sur des sujets internationaux aigus, comme le conflit du Proche-Orient, parce que les Etats ne sont pas d'accord entre eux.

Cela n'empêche pas l'Europe de continuer à apporter son aide au peuple palestinien, en Cisjordanie comme dans la bande de Gaza.

Les régions, les autorités régionales et locales, n'abordent pas, elles, dans leurs actions de coopération, ces sujets qui fâchent. Elles développent des coopérations et des relations d'amitié et de solidarité.

Je ne dis pas que les régions sont la réponse à toutes les questions, mais si les régions sont mieux associées aux institutions du partenariat euro-méditerranéen, notamment en ce qui concerne les problématiques du développement pour lesquelles elles ont de larges compétences, nous pouvons, malgré tout, permettre des avancées significatives.

Pendant les conflits, quand le dialogue entre Etats est difficile, la coopération décentralisée continue, de peuple à peuple, de région à région, de ville à ville. Il y a là une source d'espérance.

Les opinions publiques de la rive sud de la Méditerranée, justement, semblent circonspectes vis-à-vis d'un projet qu'elles soupçonnent de vouloir introduire subrepticement – c'est-à-dire sans réelle contrepartie – Israël, comme partenaire naturel au sein de cet ensemble géopolitique important. Ces craintes vous paraissent-elles fondées ?

La question du format de l'Union pour la Méditerranée a été posée dès le départ et il y a eu, sur ce sujet, une certaine fluctuation de la position française. L'Union de la Méditerranée devait-elle regrouper tous les pays riverains de la Méditerranée, y compris ceux de l'ancienne Yougoslavie ?

Devait-elle, pour éviter le problème, contourner les pays concernés par le conflit du Proche-Orient ? Devait-elle se réduire, dans un premier temps, au groupe des pays du 5 + 5 ?

Finalement, vous le savez, la Commission européenne a obtenu que l'Union pour la Méditerranée recouvre les pays du Processus de Barcelone.

Le projet, justement, semble faire l'impasse totale sur ces opinions publiques de la rive sud de la Méditerranée, puisque les sociétés civiles sont, quasiment, absentes dans la démarche qui est entamée.

Je ne suis pas forcément le mieux placé pour me faire l'avocat d'un projet qui n'est pas le mien, dont j'ai soutenu essentiellement le fait qu'il replace la Méditerranée dans le débat européen, mais un projet qui, au fur et à mesure des discussions, a été remodelé et a perdu de sa portée.

Les autorités régionales et locales de la Méditerranée n'ont pas été associées directement à ces discussions.

Elles ont tenu leur premier forum à Marseille les 22 et 23 juin, avec le soutien du ministère français des Affaires étrangères et du Comité des régions. Trente-trois pays de la Méditerranée et de l'Europe étaient représentés.

Les autorités régionales et locales ont fait des propositions qui seront remises aux chefs d'Etat et de gouvernement le 13 juillet. Elles réclament justement que les autorités régionales et locales soient mieux associées aux institutions du partenariat euro-méditerranéen.

Les régions travaillent quotidiennement avec la société civile dans leurs actions de coopération internationale, mais savez-vous que, jusqu'à aujourd'hui, les ONG (organisations non gouvernementales) sont quelquefois mieux reconnues par les institutions européennes et internationales que les gouvernements régionaux ?

Cela commence à changer notamment depuis mars 2007, depuis la première conférence pour une approche territoriale du développement que j'ai accueillie à Marseille avec la Conférence des régions périphériques maritimes et le Programme des Nations unies pour le développement, et dont la 2^e édition vient de se tenir à Tanger.

A Marseille a été créée une association des associations de régions du monde qui contribue à faire reconnaître les régions comme interlocuteurs à part entière et comme acteurs privilégiés du développement.

Vous considérez que l'expérience accumulée par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur plaide pour la réalisation de ce projet euro-méditerranéen. Vous considérez bien que la construction de cet ensemble euro-méditerranéen constitue un projet viable.

La construction d'un espace euro-méditerranéen de prospérité protégée, de solidarité, de sécurité est indispensable à l'avenir de la Méditerranée et à la paix. Les peuples du sud de la Méditerranée sont des peuples fiers, tout comme nous le sommes. Ils doivent être respectés. Leur souveraineté nationale doit être respectée. Nous ne pouvons laisser se creuser aux portes de l'Europe un fossé destructeur pour les uns et pour les autres.

L'Europe en laquelle je crois, si l'Europe veut exister dans le contexte de la mondialisation, est une Europe bien inscrite dans son environnement, qui échange et entretient des liens privilégiés avec les pays de sa proximité et, en premier lieu, ceux de la Méditerranée. Il ne s'agit pas tant d'exporter des valeurs ou des règlements, que de travailler ensemble à réduire les inégalités, la pauvreté, les injustices sociales. En tant qu'Européen et Méditerranéen, je suis pour une nouvelle alliance entre l'Europe et la Méditerranée pour la paix, l'emploi et le développement durable.

M. C. M.

*** Michel Vauzelle est un ancien ministre du président Mitterrand. Député et président socialiste de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur depuis 1988, il préside l'Eurorégion Alpes-Méditerranée.**

PIERRE RAZOUX
(RESPONSABLE AU COLLÈGE
DE DÉFENSE DE L'OTAN :

«Il faut être pragmatique»



Photo : DR

Quelle complémentarité ou quel antagonisme distinguez-vous entre le Dialogue méditerranéen initié par l'OTAN et l'Union pour la Méditerranée endossé par l'Union européenne ?

Le Dialogue méditerranéen engagé par

l'OTAN avec sept des pays méditerranéens peut être complémentaire du projet d'Union pour la Méditerranée qui a été endossé par l'Union européenne. Il est vrai que la multiplicité des initiatives politiques instituant des cadres de coopération distincts en Méditerranée (Dialogue méditerranéen de l'OTAN, Processus de Barcelone de l'UE rehaussé du projet d'Union pour la Méditerranée, Groupe de contact méditerranéen de l'OSCE, 5+5...) accroît la perplexité des Etats partenaires, notamment de l'Algérie impliquée dans l'ensemble des partenariats. Néanmoins, la coopération est non seulement utile entre l'OTAN et l'UE, mais elle est plus que jamais indispensable, compte tenu des nombreux défis qui nous attendent tous en Méditerranée et qui ne se résument pas qu'aux seuls aspects sécuritaires. «Hard power» et «Soft power» devront de plus en plus travailler main dans la main, comme en témoignent les nombreux chantiers entrepris dans le champ de ce que les technocrates occidentaux nomment «comprehensive approach». Cette coopération plus active entre l'OTAN et l'UE, dont chacun est en train de mesurer l'urgence, va permettre d'accroître les synergies pour mieux rentabiliser les investissements consentis, évitant par là même les duplications inutiles et les rivalités contre-productives.

A l'inverse, le refus de coopération entre les deux organisations n'est pas sans risques. Les pays membres du Dialogue méditerranéen et du Processus de Barcelone ne comprennent pas la rivalité entre les deux organisations et aspirent à la coordination des offres de coopération qui leurs sont proposées. Ils interprètent l'absence de coordination actuelle comme une preuve de faiblesse des Européens et comme un signe hégémonique des Américains. Pour eux, il est clair que l'absence de dialogue triangulaire avec l'OTAN et l'UE ne peut qu'aboutir à l'essoufflement des partenariats et à la dégradation de l'image de ces deux organisations. Le maintien d'une rivalité entre elles semble d'autant plus dépassé, voire néfaste, que se profilent déjà deux nouveaux acteurs, la Russie et la Chine, bien décidés à jouer un rôle important dans la région et dont les intérêts et les valeurs ne convergent pas forcément avec ceux des pays arabes et occidentaux. La coopération entre les deux organisations serait d'autant plus bénéfique que l'UE est perçue en Afrique du Nord et au Moyen-Orient comme un intermédiaire impartial, ce qui lui permet de véhiculer plus aisément les valeurs communes de l'Occident. Mais pour agir ensemble efficacement dans cette région, l'OTAN et l'UE doivent s'entendre sur une «vision commune pour la Méditerranée» qui leur permette de mieux coordonner leurs efforts afin de pouvoir identifier d'éventuels champs de coopération. Pour y parvenir, ces deux organisations doivent s'affranchir des stéréotypes, s'efforcer de comprendre l'autre sans lui imposer un modèle préconçu, penser «régionalement» et non pas «globalement», tout en préservant leurs spécificités et leurs savoir-faire respectifs. Elles ne doivent donc probablement pas chercher à définir un partage rigide des tâches, mais plutôt réfléchir comment instituer un partenariat «gagnant-gagnant», qui puisse faire école ailleurs. Il leur faut de toute urgence instituer des contacts plus réguliers entre elles pour leur permettre, d'une part, de mieux se connaître, d'autre part de définir des champs d'action communs. De l'avis des parties concernées, une chose est sûre : la coopération entre l'OTAN et l'UE, tout particulièrement en Méditerranée, devra être pragmatique, répondre à des attentes concrètes et avoir un impact visible auprès des opinions publiques.

M. C. M.